L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 26 OCTOBRE 1873. 17me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. DIMANCHE MATIN, 26 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE LUNDI.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Jos. Rosenthal, au N° 16 de la rue de Chartres— Bottes, souliers et brodequins.

Par Hofman, Marks & Co., au No 26 de la rue de Chartres — Marchandises sèches, lingerie et casimirs.

Fontaine de fantaisie.— Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

SPECTACLES.

Dimanche, 26 Octobre 1873.

ACADEMIE. — Uncle Tom's Cabin.

Une Liquidation générale.

Si la gêne financière que nos banques éprouvent aujourd'hui, ou plutôt si l'impossibilité où se trouvent les banques de payer les checks qui sont tirés sur elles, pouvait amener la liquidation générale de l'Etat, il faudrait non s'en plaindre, mais s'en féliciter. Par le tableau de détresse que nous avons présenté hier à nos lecteurs, ils ont bien dû comprendre que tous nos maux actuels ne viennent pas de la témérité de nos institutions de crédit, et nous ne les blâmons pas en effet d'avoir aidé libéralement les facteurs ou hommes d'affaires qui se sont endettés eux-mêmes pour soutenir notre industrie agricole. Ces opérations sont des opérations honnêtes, utiles et qui tournent au profit de tous. Il est certain qu'un dépôt en devenant monnaie courante rend plus de service à la communauté que lorsqu'il est thésaurisé et enfermé, comme une relique, dans un caveau où personne ne peut le voir ni ce n'est un payeur auquel il est défendu d'y toucher.

On s'applaudissait autrefois de la mobilité de ces dépôts et de ces occasions nombreuses qu'on avait de les mettre en activité de service. Plus l'argent travaille, plus il produit et plus se multiplie la richesse publique. Mais on n'a pas aujourd'hui autant de sécurité dans l'emploi des capitaux. La carrière des planteurs est très précaire. Ils ne possèdent plus que partiellement leurs domaines; les travailleurs ne leur appartenant pas. Ils sont obligés de les payer, et quand ils ne peuvent plus le faire, la main-d'œuvre leur manque et leurs terres chôment. Alors, ils sont forcés de prendre des granges et de partager avec eux les récoltes en nature. L'argent qui en provient, lorsqu'elles sont vendues, se disémine entre nombre de mains qui le dépensent au hasard, d'une manière irréfléchie, et peut s'écouler beaucoup de temps avant que cet argent redevienne un dépôt dans les caveaux d'où il est sorti.

C'est donc la diffusion plutôt que l'immobilité des dépôts qui fait la rareté de la circulation. Il est évident qu'il faut plus de monnaie courante quand elle est entre les mains de tout le monde que lorsqu'elle est entre les mains d'un nombre limité de gens. Elle peut circuler davantage, mais elle se concentre moins et par conséquent elle est plus difficile à trouver si les capitalistes qui l'ont fournie, par des raisons de besoin, de méfiance ou de panique, en demandent tout à coup le remboursement. Ce remboursement est chose réellement impossible quand même on n'aurait nul de ces dépôts que dans les bornes des règles ordinaires et dans la mesure des ressources dont il était raisonnablement permis de disposer. Ainsi ce qui arrive aujourd'hui aux banques aurait pu leur arriver un an, deux ans, trois ans plus tôt si les mêmes circonstances de méfiance ou de panique se fussent produites, sans qu'il y eut en plus de motifs pour justifier les appréhensions.

Il faut aujourd'hui faire la part des mauvaises chances agricoles. Il y a quinze ans, on voyait se développer à l'infini nos ressources rurales. Les récoltes ne diminuaient pas, elles augmentaient; le sol ne baissait pas de valeur, au contraire il devenait chaque année plus précieux. Il n'était pas nécessaire pour le vendre de le diviser en parties brisées et de l'offrir pour ainsi dire gratuitement à des acquéreurs n'offrant pour toute garantie que leur bonne volonté et leurs bras. Ces bonnes volontés changent, ces bras se lassent ou deviennent inertes par la maladie et le vendeur ne retire rien d'une valeur cependant très réelle.

A ce sol, qui reste en friche, il faut ajouter chaque année les non-valeurs résultant des travaux qui ne sont plus faits qu'à moitié ou qui ont manqué dans un temps où ils étaient le plus indispensables. Delà l'impuissance pécuniaire du planteur et son besoin incessant de ressources artificielles. Il doit arriver un moment où à bout de moyens, de courage et d'espoir, il abandonne toute culture, exploitation et terre, et le prêteur, qu'il s'appelle banquier ou capitaliste, n'a plus pour se récupérer que la chance bien incertaine d'une vente aux enchères.

Qu'espérer d'un moyen pareil quand tout un pays est à vendre ! C'est comme nous l'avons dit déjà, une véritable débâcle à laquelle il était impossible aux banques d'échapper. Elles devront s'estimer bien heureuses si elles n'y perdent qu'une partie de leur avoir.

Mais l'état précaire du planteur, on ce qui concerne la main d'œuvre et l'exécution du travail, n'est pas l'unique obstacle à sa prospérité et au succès de ses exploitation. Il y en a un autre dont nous avons parlé maintes fois déjà et qui malheureusement domine toute la situation, c'est celui qui résulte des charges fiscales dont la propriété est accablée dans cet Etat. Ces charges sont telles qu'on peut les considérer chaque année comme un prix additionnel à la valeur estimée du sol, c'est-à-dire que chaque année la richesse à l'Etat est si forte qu'elle équivaut à un capital de vente dont l'amortissement est sans fin. On n'achève jamais de payer ce qu'on achète, car si on est libéré du côté du vendeur, on ne l'est pas du côté de l'Etat qui vous demande sans cesse le payement d'une taxe immodérée. Et pour qui cette taxe ? pour le pays, pour les habitants, pour les familles pauvres, pour les établissements de bienfaisance et de charité, ou pour le développement des ressources locales ?

Non, cette taxe est presque tout entière pour les hommes qui, la plupart étrangers à cet Etat, ont spéculé sur notre esclavage politique et agioté sur des emprunts contractés dans des vues d'intérêt personnel. Ils ont eu, à moitié prix, des bons frauduleux et il faut qu'aujourd'hui les honnêtes gens payent pour les coquins qui ont dévoré la substance du peuple et qui ont passé à d'autres coquins des titres de rente dont la base a été la fraude et dont le poids, fardeau par nous, est une honte pour nous, car ce poids est la preuve de notre esclavage. Nous avons conseillé la banqueroute et nous la conseillons toujours comme le seul remède à nos maux, et, le remède est légitime. L'honnêteté, où est-elle, nous le demandons ? Est elle chez ceux qui, sous prétexte d'un faux sentiment de probité, veulent nous faire payer à jamais les frais d'un pareil brigandage ou chez ceux qui veulent y mettre un terme dans l'intérêt public et général ? De quel côté sont les fripons ? qu'on nous le dise !

☞ Nous remercions toute à la maison V. Hébert & Cie, rue Chartres et Bienville, pour le compte-rendu sténographique des premières séances du procès Bazaine, et pour le tableau représentant au complet les membres de l'Assemblée Nationale de France.

☞ Nous avons reçu de M. Simon, (librairie cosmopolitaine), au coin de la rue St Louis et de Passage de la Bourse, l'*Univers Illustré*, les *Bons Romans*, le *Journal de la Semaine*, le *Journal du Dimanche*, et d'autres publications périodiques. M. Simon reçoit aussi *La Mode Illustrée* et le *Moniteur de la Mode*. Le public peut lire toutes ces publications gratis au même lieu recevoir à domicile presque aux mêmes conditions.

Payement du Coton en Billets de Circulation.

Dans une réunion du Cotton Exchange, qui a eu lieu vendredi soir, on a discuté la question de payement pour le coton à vendre sur le marché de la Nouvelle-Orléans. La discussion a porté d'abord sur des résolutions qui avaient été adoptées dans une séance précédente de conseil avec les banques associées du Comptoir d'Echange, et qui étaient ainsi conçues :

"Résolu que les Banques Associées ne voient pas d'objections à la proposition soumise par le comité représentant les facteurs de coton de la Nouvelle-Orléans, de vendre le coton sur ce marché pour des billets de circulation le 10 ou vers le 10 du mois prochain.

"Résolu que les banques et les banquiers de cette association feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour ramener les billets de circulation dans la ville afin d'aider au mouvement des affaires et favoriser une prompte reprise de payements par les banques."

Ces résolutions ont été examinées de nouveau et discutées par MM. John t'helps, A. H. May, Friedlander, W. C. C. Claiborne, Jr., Richardson et d'autres. M. Geo. Jonas, président de la Banque du Canal, invité à faire connaître son opinion, s'est prononcé en faveur du mouvement, après quoi M. Claiborne a présenté la résolution suivante, qui a été adoptée :

Résolu qu'à partir du 10 novembre prochain, nous, facteurs de coton à la Nlle-Orléans, nous vendrons le coton qui nous sera consigné sur la base des billets de circulation des Etats-Unis.

HOTEL ST. LOUIS.—Les habitants, propriétaires et autres, du Second et du Troisième District, sont prévenus que la direction de l'Association de cet Hôtel vient d'émettre des bons hypothécaires pour les souscripteurs à l'emprunt qui a été décidé dans le but de continuer l'exploitation de ce grand établissement. La dénomination des bons a été combinée de manière à convenir aux propriétaires de tous les ordres et même aux capitalistes les plus modestes.

Ces bons sont de 10, 20, 25, 50 et 100 piastres, jusqu'à concurrence de $30,000. Nous pensons que cette combinaison réussira, car il y a dans les deux districts assez de gens intéressés à la prospérité de l'Hôtel St-Louis pour souscrire à un emprunt dix fois plus considérable, et quand il s'agit seulement d'un capital aussi restreint et portant hypothèque sur la propriété, on ne concevrait pas qu'il y eut hésitation ou refus.

Il est probable que la saison qui va s'ouvrir sera plus profitable que celle de l'année dernière, car l'hôtel étant plus connu sera plus achalandé. L'affluence des voyageurs et des familles sera ainsi plus grande. On remarque, du reste, depuis quelque temps, que la population américaine se porte également dans tous les quartiers de la ville et qu'elle n'est plus localisée dans le Premier ou dans le Quatrième District. C'est une nouvelle chance de succès pour l'hôtel, car les voyageurs du Nord vont de préférence là où ils trouvent et leur société et leur langue.

La langue anglaise est aujourd'hui parlée à peu près partout, et aussi généralement dans la partie inférieure que dans la partie supérieure à la rue du Canal : elle est en usage surtout dans le Troisième District, et les propriétaires de cette dernière section ont le même intérêt que leurs voisins immédiats à ce que l'Hôtel St-Louis rouvre ses portes aux voyageurs riches et de bonne compagnie qui viennent visiter notre ville pendant l'hiver.

Nous comptons, en outre, beaucoup pour le succès, sur le mode d'exploitation adopté par M. Mioton, mode conforme au goût de tout le monde. Cette liberté complète de logement et de pension, fera, nous en sommes convaincu, la vogue de l'établissement, et les souscripteurs n'auront pas lieu de regretter l'appui qu'ils auront donné au président de l'Association de l'Hôtel. Nos lecteurs verront par un avis inséré dans une autre colonne, qu'une commission de cinq pour cent sera allouée à ceux qui voudront s'occuper du placement des bons.

BANQUE NATIONALE "GERMANIA."—Nous publions plus loin le bilan de la Banque Nationale "Germania." Ce bilan est on ne peut plus rassurant. Les ressources de cette institution sont amples et ne permettent pas de douter de la possibilité où elle se trouve de faire honneur à ses engagements. Nous ne voulons pas ici reproduire des chiffres que chacun peut voir, peser, comparer et considérer puisqu'ils figurent le plus clairement du monde dans l'état que l'*Abeille* publie aujourd'hui ; mais nous insistons sur ce point que la Banque Germania est à même de reprendre ses payements à peu près quand elle voudra, car la confiance lui est acquise et certes cette confiance ne lui fera pas défaut au moment où elle prouve qu'on efface la méfiance. Il est vrai qu'on pourra nous répondre que la banque peut reprendre ses payements elle devrait le faire tout de suite, car cette reprise aurait une grande influence et une influence des plus heureuses sur l'esprit public. La confiance en serait jusqu'à un certain point restaurée. Nous admettons pleinement la force de ce raisonnement et la banque "Germania," nous en sommes sûr, en conviendra elle-même. Mais elle peut se croire liée d'engagement avec les autres banques qui font partie du comptoir d'échange, et obligée d'attendre courtoisement qu'une ou deux banques soient, comme elle, prêtes à reprendre le cours ordinaire de leurs affaires. Nous ignorons au juste les raisons qu'elle peut avoir pour attarmoyer encore cette bienheureuse reprise, mais ce que nous affirmons, c'est qu'elle est dans une situation parfaitement en harmonie avec la loi qui régit la matière, et en état de reprendre sans délai ses paiements en monnaie courante, c'est-à-dire en billets de circulation ou legal tenders.

La Banque des Citoyens.

On lit dans l'*Echo* de la Pointe-Coupée :

Si une institution de crédit de la Nelle-Orléans mérite la sympathie et l'appui du pays, la Banque des Citoyens devrait certainement en avoir la plus grande part. Si cette banque, comme les autres, est soumise à des embarras temporaires, elle le doit surtout aux efforts qu'elle a faits pour soutenir l'industrie sucrière.

La Banque des Citoyens a donné aux planteurs sur un grand nombre de [illegible] a touché presque rien de ces [illegible] rurales depuis 1860. Sachant que l'industrie sucrière avait été cruellement éprouvée par la guerre, elle a permis à ses clients d'appliquer tous leurs revenus annuels à la réparation et à la restauration de leurs habitations et de leurs [illegible].

Nous sommes affirmer qu'aucun planteur dont l'habitation témoignait d'un travail sérieux, n'a éprouvé de refus quand il a demandé une prolongation de délais pour s'acquitter. La banque, dans beaucoup de cas, a même fait de fortes avances pour raviver la grande industrie agricole de la Louisiane. Il n'y a pas de doute que de embarras actuels sont des principalement à cette ligne de conduite qu'elle a cru devoir suivre.

Le président et les directeurs de l'Institution de crédit dont il s'agit ont fait tous leurs efforts pour soutenir les planteurs et ils ont conséquemment droit à nos remerciements et à notre reconnaissance. Au lieu de nous tourner, ils se sont levés, au lieu d'écraser leurs [illegible] les ont secourus. Une telle [illegible] rité pas la censure publique [illegible] ses difficultés provisoires [illegible] qu'elle a faite pour alléger [illegible] nous a imposé la guerre. [illegible] généralement que John [illegible] directeurs de la Banque des [illegible] cordent depuis nombre d'[illegible] sans cesse renouvelés à des [illegible] planteurs, dans l'unique but de restaurer l'industrie sucrière en Louisiane, la peuple généreux de cet Etat leur en gardera un souvenir reconnaissant : il n'oubliera pas que ces banquiers ont hasardé leurs capitaux pour venir à notre aide au moment où nos [illegible] exigeait le plus grand comptoir.

LE DRAPEAU ROUGE. — Ce magasin de chaussures, si populaire, a toujours été situé au coin des rues Ste-Anne et Royale, et a toujours été conduit par M. et Mme Emile. Aussi prions-nous le public de ne pas faire de méprise. Il y a tant d'imitateurs aujourd'hui. 2

Louisiane.

Voici la liste des [illegible] Jacques :

[illegible] Bonvenant, [illegible] Bonvenant, [illegible] Bonvenant, [